

Nathalie TENENBAUM

Doctorante au Centre de Sociologie Européenne (CSE-EHESS)

109 rue du bac 75007 Paris

06 14 96 06 94/01 45 44 17 64

tenenbaum@magic.fr

Désobéissance non-violente et nouvelles formes de militantisme dans le mouvement altermondialisation

Enquête au sein du collectif « Vamos ! »

Résumé

Avec l'avènement des mobilisations altermondialisation, nous assistons à la construction et la consécration d'une nouvelle figure du militant qui s'accompagne d'un travail de dévalorisation et de disqualification de la cause ouvrière et des formes de militantisme traditionnelles. On se propose d'étudier ce système d'oppositions à une tradition incarnée par le mouvement ouvrier : la promotion de nouvelles formes d'organisation, le refus de la délégation et de la hiérarchie, le souci de la démocratie directe, la quête d'originalité et la condamnation de la routine, la recherche d'actions « festives » et « créatives », l'émergence de la désobéissance non-violente comme mode alternatif de la contestation semblent caractéristiques de ce revival de l'humeur contestataire. Cette entreprise de disqualification du passé ouvrier par les militants altermondialistes est solidaire de la production d'une nouvelle image d'eux-mêmes, de la recomposition des répertoires d'action et des revendications. A travers une analyse des discours et des pratiques des militants du collectif « Vamos ! » (Vive l'Action pour une Mondialisation des Solidarités !), nous tenterons de déterminer les caractéristiques de la posture désobéissante dans ces nouvelles formes de militantisme. Comment les militants altermondialistes ré-inventent-ils leur répertoire d'action collective ? Sorte de mise en jeu du corps, la désobéissance non-violente apparaît comme une forme de résistance symbolique au pouvoir étatique et a recours au corps comme arme.

En dépit de la visibilité médiatique acquise par les luttes contre la mondialisation néo-libérale, « les multitudes du peuple de Seattle » demeurent une nébuleuse à explorer. Que ce soit à Seattle, à Porto Alegre, à Gênes, ou tout dernièrement à Evian, chaque rencontre internationale est désormais marquée par une contestation d'envergure qui témoigne de la résurgence du « mouvement social », révèle l'émergence de « nouvelles minorités actives »¹ qui prônent un modèle d'engagement novateur. Invitant au dépassement de l'héritage socio-politique dans le domaine de l'action collective, cette nouvelle « humeur contestataire » semble entériner les transformations contemporaines de « l'offre de biens de salut éthico-politique »². Rejetant les « pesanteurs » d'un passé dénié et affirmant lutter sans modèles, les mobilisations altermondialisation rendent possible la construction et la consécration d'une nouvelle figure du militant qui renouvellerait de fond en comble les luttes politiques et syndicales, renvoyant au passé la « lutte des classes » et la « classe ouvrière ». Cette entreprise de disqualification du passé ouvrier par les militants altermondialistes est solidaire de la production d'une nouvelle image d'eux-mêmes, de la recomposition des répertoires d'action et des revendications.

Cette recherche trouve sa source dans une réflexion sur l'émergence de la désobéissance civile comme mode alternatif de la contestation aujourd'hui. Renvoyant à une posture spécifique dans le champ politique, cette modalité du répertoire d'action collective s'appuie, dans le mouvement altermondialiste, sur « un désir de radicalité

¹ MOSCOVICI Serge, *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF, 1996.

² MAUGER Gérard, « Générations de militants », *Pour*, n°166, juin 2000, p. 37- 46.

nouvelle ». A travers une analyse des discours et des pratiques des militants du collectif « Vamos ! » (Vive l'Action pour une Mondialisation des Solidarités !), nous tenterons de déterminer les caractéristiques de la posture désobéissante dans ces nouvelles formes de militantisme. Comment les militants altermondialistes ré-inventent-ils leur répertoire d'action collective ?

Dans la constellation altermondialiste, le groupe « Vamos ! » (Vive l'Action pour une MOndialisation des Solidarités !) est une de ces « *entreprises du mouvement social* ». Olivier Fillieule³ définit ainsi « *toute organisation, ou groupes d'organisation, mettant en œuvre des stratégies d'action composées de séries d'interactions avec des cibles et qui comporte de manière privilégiée, le recours à l'action protestataire* ». Ce collectif unitaire, qui rassemble différentes organisations de jeunes militants, s'est constitué, en France, en avril 2001 pour préparer la mobilisation contre le G8 de Gênes. Il revendique l'organisation d'actions de « désobéissance non violente » comme une modalité particulière de son répertoire d'action collective. Rassemblant une trentaine de jeunes militants, le dynamisme de ce collectif dépend surtout de quelques personnes déterminées qui assument le rôle de minorité agissante. Ce travail de recherche repose sur une enquête ethnographique qui a débuté en juillet 2001, lors des événements tragiques qui ont marqués les mobilisations altermondialisation contre le G8 à Gênes. Depuis, nous avons suivi les pérégrinations des militants du collectif « Vamos ! », des réunions parisiennes aux Sommets européens de Barcelone ou d'ailleurs, jusqu'à l'aventure autogérée du « Village Intergalactique », à Annemasse, en juin 2003. Afin de découvrir qui sont ces « nouveaux prophètes » du « mouvement social », il faut parvenir à cerner la socio-genèse de leurs vocations militantes et de leurs dispositions révoltées, montrer comment elles trouvent à se réaliser, mettre en évidence l'évolution des comportements militants et le nouvel univers de normes et de valeurs qui les sous-tend.

La disqualification des formes de militantisme « traditionnelles »

La consécration de cette nouvelle figure du militant altermondialiste s'accompagne d'un travail de dévalorisation et de disqualification de la cause ouvrière et des formes de militantisme « traditionnelles », systématiquement relayée, en France, depuis une vingtaine d'années, par le champ politique, médiatique et intellectuel. Cette dévaluation des formes « traditionnelles » du militantisme, anonymes et collectives, identifiées à la « remise de soi » à une « institution totale », pyramidale, porteuses de revendications quantitatives et la revalorisation symétrique d'un « nouveau » militant, opposé à la bureaucratie, en quête de la réalisation de soi, porteur de revendications qualitatives montrent que ces mouvements ne peuvent être perçus comme nouveaux qu'à la condition d'ignorer l'histoire du « mouvement social » et de croire que nos sociétés traversent une phase de transition qui les mènerait d'une époque, révolue, dominée par la modernité et la « lutte des classes » à un nouvel âge où la quête de sens l'emporterait sur toutes les autres préoccupations.

Avec l'avènement des mobilisations altermondialisation, nous assistons à la construction et à la consécration d'une nouvelle figure du militant qui renouvellerait de fond en comble les luttes politiques et syndicales, renvoyant au passé la « lutte des classes », et la « classe ouvrière ». Cette entreprise de disqualification du passé ouvrier par les militants du mouvement altermondialisation est solidaire de la production d'une nouvelle image d'eux-mêmes, de la recomposition des répertoires d'action et des revendications. Tout se passe en effet comme si s'était progressivement opérée une sorte de rupture symbolique dans la succession, les différences de génération se doublant de différences de position, de divergences de modes de vie, d'errements dans la réception des mémoires collectives, de

³ FILLIEULE Olivier, *Stratégies de la rue : les manifestations en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1997, p. 37-39.

variations dans la perception de l'avenir. Nous nous efforcerons ici de porter au jour ce système d'oppositions au passé ouvrier qui entérinent l'épuisement du militantisme classique.

Participant à la construction d'une vision du syndicalisme en crise, produisant l'image de confédérations syndicales vieillottes, oligarchiques, paralysées par l'institutionnalisation et les luttes d'appareil, les protestataires altermondialistes privilégient des modalités d'organisation beaucoup plus « souples », plus « ponctuelles » et beaucoup moins « centralisées ». Le dénigrement des « pratiques d'appareils » et des mécanismes de délégation s'opère au nom de « la participation » et de « la démocratie directe ». Ce qui paraît en cause aujourd'hui, dans cette doxa locale, c'est ce qui relèverait du « rigide ». Se débarrasser « des pesanteurs » du syndicalisme devient un impératif catégorique dans la constitution d'un collectif qui regroupe plusieurs organisations se revendiquant de l'altermondialisation. Il s'agit de saper le monopole de l'information qui caractérise les structures hiérarchiques et centralisées, de se laisser délibérément déborder par une multitude d'initiatives conformément à l'utopie autogestionnaire. Isabelle Sommier note à cet égard : « *Les formes de mobilisation, ainsi que les modes d'action, tranchent avec ceux des centrales syndicales puisqu'il s'agit de groupes instables, organisés en réseaux à partir de relations interpersonnelles, très décentralisés, animés par un souci de démocratie directe, le refus de la délégation et de la hiérarchie. D'où la prévalence de structures informelles et la méfiance à l'égard des modèles hiérarchiques d'organisation dont les confédérations sont le prototype. Quant aux actions, elles sont résolument non conventionnelles et contrastent, par leur dimension ludique et spectaculaire, avec le ritualisme routinier des défilés syndicaux* »⁴.

Faisant l'apologie d'un « sujet » opposé à la « bureaucratie », le militantisme altermondialiste paraît privilégier les revendications d'accomplissement de soi. L'engagement militant suscite, chez ces protestataires, une sorte de « ressaisie de soi », associée à une exigence d'assouvissement sans entraves de « sa sensibilité ». L'altermondialisation comme nouvelle forme d'engagement est fondée sur des implications personnelles, des affinités électives, singulières et toujours circonstanciées, qui relèvent d'un choix réversible et non d'une appartenance inconditionnelle. Cet engagement militant n'est plus celui de la « remise de soi » à une entité collective supérieure marqué par un rituel d'adhésion, phénomène d'adoubement, mais relève plutôt d'un impératif catégorique de participation active, intégrant le processus d'individuation au centre même du dispositif d'engagement. C'est l'action sur le terrain qui devient donc prépondérante dans la mesure où elle met en lumière les militants en tant que personnes singulières. Jacques Ion parle, à cet égard, « *d'affranchissement réflexif* » : « *Il s'agit souvent d'abord de préserver son quant-à-soi, ce qui ne veut pas dire individualisme mais mise à distance et donc maîtrise de ses propres engagements* »⁵. C'est la figure du militant altermondialiste comme individu autonome, singulier, libre et engagé, qui est mise sur le devant de la scène. Avec l'avènement de cette « nouvelle » forme de militantisme, s'affirme la primauté de l'individu, envisagé comme source irréductible de valeur et soulignant une forme de « subjectivisation » du phénomène militant.

Avec l'épuisement de la pensée marxiste et l'obsolescence du discours révolutionnaire, la thématique de la révolution, associée à la conquête du pouvoir d'Etat et à la transformation radicale des rapports sociaux, est tombée en désuétude. L'horizon de la révolution s'étant éloigné, un rapport critique et distancié à l'égard du marxisme s'est enraciné dans les consciences militantes. Le recours à la violence, exercée à des fins politiques, passe pour être disqualifié. La marginalisation de la violence se présente alors comme une exigence du fonctionnement des sociétés contemporaines. Le triomphe des valeurs de la démocratie pluraliste entraîne la forclusion de toute violence politique, la fin de

⁴ SOMMIER Isabelle, Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation, Paris, Flammarion, 2001

⁵ ION Jaques, « Engagements associatifs et espace public », *Mouvements*, n°3, mars-avril 1999.

tout utopisme violent ⁶. La dimension non-violente du combat que mène la plupart des militants, au sein du mouvement contre la mondialisation néolibérale, participe de ce désaveu de la violence protestataire comme mode d'action.

Cette rupture avec l'utopisme violent et la cause révolutionnaire a conduit à un refus de la violence protestataire, construit sur l'antagonisme entre solution politique et solution prônant le recours à la force. Les militants du collectif « Vamos ! » considèrent la violence comme surannée, périmée, appartenant à une époque révolue. Nous retrouvons cette volonté d'écarter toute forme de violence dans la mobilisation collective dans les discours brocardant la constitution de « services d'ordre ». En effet, bien que l'organisation d'un « service d'ordre » soit nécessaire à la sécurité des militants, nos observations mettent en évidence les efforts de dédramatisation dans la définition du rôle de ce service d'encadrement, un processus systématique d'euphémisation de toute dimension guerrière ou offensive dans le profil du « service d'ordre ». Outre que la participation à un service d'ordre « musclé » ne correspond guère à l'habitus du militant altermondialiste « standard », l'institution est à la fois présentée comme dépassée et stigmatisée. C'est également dans ce refus de la violence et des formes traditionnelles d'organisation de la manifestation, que l'on entrevoit la rupture symbolique qui s'est opérée entre ces militants et le passé ouvrier. Invitant à un véritable dépassement de cet héritage socio-politique, ils s'opposent aux modes d'action « conventionnels » comme la manifestation et se démarquent des valeurs traditionnellement associées au mouvement ouvrier comme la virilité, le courage dans le combat et le culte de la force physique. En effet, l'identité politique de la classe ouvrière s'est toujours construite sur le fond de valeurs de virilité ⁷ : valorisation de la production matérielle, exaltation des métiers virils avec l'idéalisation du mineur, du métallo, du terrassier etc. La classe ouvrière en lutte est systématiquement représentée par des hommes, doués d'une impressionnante force physique. Cette masculinisation de l'imagerie du mouvement ouvrier, agissante hier, est devenue inopérante, voire même stigmatisante aujourd'hui. Comment rendre compte des transformations qui affectent l'usage politique de la violence, sa perception, son évaluation ? Comment expliquer la préférence des militants altermondialisation pour d'autres répertoires d'action.

L'univers protestataire des mobilisations altermondialisation apparaît comme un point de rencontre entre des trajectoires, des attentes et des logiques d'adhésion différentes. La sur-représentation d'agents à fort capital scolaire demeurent cependant une caractéristique significative de ce champ de la contestation, nous permettant d'appréhender le capital scolaire comme un facteur déterminant de l'engagement militant dans l'univers étudié. Cette valorisation du capital scolaire dans le capital militant a des répercussions décisives sur le répertoire d'action collective des protestataires. N'étant pas dotés des mêmes ressources, ces derniers s'opposent radicalement au mouvement ouvrier où la résistance corporelle et la force physique étaient considérées comme des dimensions fondamentales du militantisme. Bref, il semble que l'élévation du capital scolaire dans le « mouvement social » ait pour corollaire une dévalorisation du recours à la force physique dans la mobilisation collective. La référence aux valeurs de virilité, de combativité, et de courage, qui restent centrales dans les formes les plus autonomes de la conscience ouvrière, est, à leurs yeux, dévaluée. La structure du capital de ces militants altermondialistes, ainsi que la position sociale de ces agents, est déterminante : ces protestataires appartiennent à une région de l'espace social où le capital culturel est prépondérant. Les atteintes au capital symbolique sont donc décisives dans la dynamique de la mobilisation. De façon générale, ces « nouveaux entrants » dans le champ de la contestation semblent vouloir privilégier l'aspect symbolique des luttes sociales.

⁶ SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil : L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 1998

⁷ HOBSBAWM Eric, « Sexe, symboles, vêtements et socialisme », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 23, 1978, p. 2-18.

La désobéissance non-violente comme nouvelle culture de la contestation

Le recours à la désobéissance non-violente comme répertoire d'action légitime conduit les militants du collectif « Vamos ! » à entrer dans le champ de la contestation avec l'objectif majeur de transgresser la loi autant que nécessaire afin de parvenir à un changement politique.

Par opposition à l'infraction, la désobéissance civile désigne l'accomplissement délibéré d'une action prohibée par une loi ou par un règlement en vigueur. C'est une forme d'action non-violente par laquelle des citoyens, ouvertement et délibérément, transgressent de manière concertée, une ou plusieurs lois en vigueur, dans le but d'exercer, soit directement, soit indirectement, par l'appel à l'opinion publique, une pression sur le législateur ou sur le pouvoir politique, visant soit la modification de la loi transgressée, soit la modification d'une décision politique, soit même le renversement de ce pouvoir. Ce mode d'action semble révélateur de représentations du « politique » et plus largement d'une vision, plus ou moins explicite, du monde social qu'il nous faut porter au jour. Il s'agit donc d'explicitier les schèmes générateurs du discours sur la désobéissance non violente dans le mouvement altermondialisation, de mettre en évidence la manière dont ce discours est produit, diffusé et imposé, d'étudier la mise en place de cette sorte de matrice symbolique, capable d'engendrer des manières de voir, de dire, et surtout de faire.

Le concept de « désobéissance civile » ou de « désobéissance non violente » est issu de la tradition du droit de résistance. Lorsqu'il analyse les causes de l'oppression de son pays par le colonisateur anglais, Gandhi souligne que « *ce ne sont pas tant les fusils britanniques qui sont responsables de notre sujétion que notre coopération volontaire* »⁸. Dans cette perspective, les deux composantes irréductibles d'une situation de domination semblent être, d'une part, la coercition des oppresseurs, et, d'autre part, la coopération plus ou moins forcée des opprimés. Les propos de Gandhi s'articulent autour de l'idée d'une double dénaturation : celle des gouvernés et celle des gouvernants. Par lâcheté, les premiers ont pris l'habitude de déléguer leurs responsabilités ; le cercle vicieux de la délégation du pouvoir finissant par produire des gouvernés irresponsables, mais surtout des gouvernants omnipotents. Les hommes apparaissent ici dans toute leur faiblesse. C'est contre cette rhétorique de « la servitude volontaire » que les militants altermondialistes définissent leur posture rebelle, avec la conviction que le pouvoir repose principalement sur ceux qu'il opprime. Si la soumission des hommes ne dépend pas uniquement de la violence qu'ils subissent mais aussi de l'obéissance qu'ils consentent, il s'agit pour les protestataires du groupe « Vamos ! » d'organiser collectivement le refus d'obéir et de collaborer comme principe fondamental de leur stratégie de résistance à la mondialisation néolibérale. La désobéissance non violente apparaît alors comme une technique de combat actif qui a recours à l'action directe, sous la forme d'une protestation symbolique, de non coopération sociale, économique et politique.

La radicalité de cette modalité spécifique du répertoire d'action collective se fonde sur une critique de la loi, envisagée comme une sorte de parodie masquant la violence du pouvoir qui tente de faire passer cette violence pour « la loi ». Brocardant cette régression démocratique, les protestataires refusent la passivité. La posture des militants altermondialistes s'appuie sur un discours de démystification de la loi : la souveraineté de la loi n'est pas considérée comme un absolu ; si le droit rend cohérent et durable un monde commun, il est néanmoins perçu comme contestable, révoquant. La disqualification symbolique de la loi s'opère par le recours à des principes universels de légitimation et de consécration. Les militants soumettent la loi à un test d'universalité afin de légitimer leurs pratiques désobéissantes. Procédant à une sorte de surenchère dans cette stratégie d'universalisation, les protestataires du groupe « Vamos ! » ont recours à une rhétorique de la transgression. La nécessité de transgresser un état de fait, de défier les symboles de la

⁸ GANDHI, *Tous les hommes sont frères*, Paris, Gallimard, 1979, p. 247

domination politique est essentielle dans ce type de militantisme. Visant l'instauration de nouvelles formes de démocratie, la transgression de la loi permet à ces militants de s'attaquer aux modes de reproduction des normes et des croyances propres au champ politique. Enfreindre la loi devient alors une sorte de jeu avec la règle du jeu : les militants du collectif « Vamos ! » justifiant leur désobéissance à une loi au nom de l'obéissance à une autre loi jugée supérieure. Il s'agit de parvenir ainsi à conquérir une légitimité qui annule la transgression dont ils se rendent coupables au nom d'une morale supérieure.

Il y a un paradoxe certain à clamer le respect des valeurs démocratiques, voire même à demander son renforcement et, dans le même temps, à transgresser la loi qui est une pierre angulaire de ce système politique. L'originalité d'un groupe protestataire tel que « Vamos ! » réside dans la réflexion menée par ses militants à propos de la désobéissance civile : selon eux, il est possible de contrevenir à la loi en faisant preuve de « civilité dans la transgression »⁹. C'est la civilité de l'acte désobéissant qui résout la contradiction. En effet, il s'agit, pour les protestataires altermondialistes, de désobéir sans violence et publiquement, de justifier sa position par des « motifs de conscience », voire d'en accepter les sanctions pénales. Dans cette logique, la désobéissance civile est pensée comme une valeur ajoutée à la démocratie. La civilité de l'acte de transgression se définit par la noblesse des motivations qui fondent l'acte désobéissant et par une exigence de non-violence dans les pratiques militantes. Les protestataires altermondialistes enfreignent la loi mais respectent la norme de l'abstention de violence dans l'action collective.

Indice d'une euphémisation et d'un auto-contrôle de la violence dans la manifestation, la non-violence est certes refus de la violence, mais elle est surtout un principe d'action ayant pour objectif la transformation du conflit en négociation permettant de redéfinir un compromis. Manifestation active et non passive, mais mobilisant une force auto-limitée ni abusive, ni menaçante pour autrui. Les militants altermondialistes souhaitent opérer ainsi une dramatisation de la situation, une mise en scène d'une réalité autrement invisible.

De façon générale, les militants altermondialistes du collectif « Vamos ! » semblent vouloir incarner un contre-pouvoir face à des institutions politiques dénaturées. Brocardant les structures et institutions existantes, et prenant au sérieux les mécanismes démocratiques, ils tentent ainsi une réappropriation du politique en se livrant à des « jeux de moralité ». L'émergence de la désobéissance civile comme nouveau registre de l'action collective puise sa source dans ces « jeux de moralité » qui permettent une critique symbolique de l'ordre politique et social existant, par l'appel à des principes universels de légitimation. Cette posture révèle, selon Mario Pedretti : « *La capacité qu'il [le militant désobéissant] s'octroie, à travers l'affirmation collectivement construite d'une toute puissance de la conscience individuelle, à juger les normes politiques et sociales afin de définir un étalon du juste et de l'injuste, du vrai et du faux. Là réside le point commun essentiel avec la figure de l' élu* »¹⁰.

Le collectif « Vamos ! » propose ainsi des moyens d'action auxquels les militants semblent socialement prédisposés : actions directes non-violentes et pragmatisme d'une part, radicalité et opposition d'autre part, qui peuvent être considérés comme deux modalités d'actualisation de ces dispositions désobéissantes. « Vamos ! » apparaît ainsi comme un lieu où ces contestataires vont pouvoir inventer des pratiques de rupture avec l'ordre dominant. Ces ruptures symboliques, relayées médiatiquement, sont des moments d'euphorie et de justification de l'engagement. Permettant de concrétiser une révolte contre l'ordre social, le groupe « Vamos ! » permet le passage à une forme d'action qui se prévaut de la légitimité contre la légalité. Ses militants valorisent la lutte, notamment les rapports conflictuels avec la police, exprimant ainsi un goût pour une confrontation physique, mais pacifiée, dans la mesure où « Vamos ! » revendique la non-violence. Désobéir devient

⁹ PEDRETTI Mario, *La figure de désobéissant en politique*, Paris, L'Harmattan, 2001.

¹⁰ PEDRETTI Mario, *Ibid.*, p. 172.

une transgression permise car contrôlée et surtout festive. La lutte, parce qu'elle est illégale, est aussi ludique, grisante, valorisante.

Protester avec son corps

Le recours à la désobéissance non-violente comme modalité spécifique du répertoire d'action collective dénote cette volonté, émanant des militants du collectif « Vamos ! », de mener des actions directes non-violentes, où l'adversaire est placé face à ses responsabilités dans l'injustice dénoncée, en marquant symboliquement le refus de collaborer avec lui. Par la confrontation, la désobéissance non-violente vise à délégitimer l'adversaire, à le pousser dans ses retranchements. L'engagement des protestataires à ne pas recourir à la violence repose sur la conviction que la lutte sans armes favorise l'apparition, dans le camp adverse, de contradictions internes, qui, dans d'autres circonstances, resteraient potentielles. Il s'agit de parvenir à se servir de la force de l'adversaire pour le déséquilibrer, processus que Gene Sharp nomme « *le Jiu-Jitsu politique* »¹¹.

Les militants du collectif « Vamos ! » recourent à une multiplicité de tactiques, allant de la protestation et de la persuasion non-violente à des méthodes d'obstruction ou d'interposition, jouant de la complémentarité entre provocations symboliques, non-violence, jeu et désobéissance civile. En ce qui concerne la protestation et la persuasion non-violente, il s'agit d'une catégorie d'actions, principalement symboliques : opposition pacifique ou tentatives de persuasion, qui vont au-delà de la simple expression orale, mais sans aller jusqu'à l'obstruction. Elles peuvent être considérées comme les pratiques les plus modérées dans le registre de la désobéissance non-violente : défilés, manifestations, discours publics, prises de position, actes publics à valeur de symbole, séminaires, réunions de protestation. Le plus souvent, les protestataires altermondialistes utilisent l'obstruction non-violente. Cette pratique se distingue nettement de la précédente dans la mesure où il s'agit d'intervenir directement de manière offensive. Il s'agit alors d'interpeller en s'interposant de façon méthodique : interposition physique directe qui est, non-violente par définition et par souci d'efficacité, (on ne peut pas user de la violence pour s'opposer à un adversaire dont on dénonce la violence). Il s'agit notamment d'utiliser les corps comme barrages humains, par exemple en s'asseyant par terre (*sit-in*), ou en se couchant sur le sol (*lie-in* ou *die-in*). Autre manière d'exercer une pression physique : l'occupation en masse d'un lieu que l'on refuse de quitter ou que l'on tente d'investir. Ces modes d'action exigent une participation la plus large possible ; l'efficacité du blocage étant proportionnelle au nombre de corps rassemblés. C'est le type même d'action désobéissante qui a été mis en œuvre lors du dernier G8, à Evian. Dans certains cas, l'obstruction se donne une limite temporelle car elle vise seulement à attirer l'attention de l'opinion publique (donc des médias). Dans d'autres, l'objectif est beaucoup plus radical : la détermination des manifestants est telle qu'ils veulent exercer une contrainte prolongée qui soit de nature à interrompre un processus. Ces actions très risquées posent évidemment la question des limites et des possibilités de la désobéissance non-violente face à la répression.

Avec ces actions de désobéissance non-violente, les militants altermondialistes misent sur la disproportion des forces en présence, et sur la répression brutale exercée contre eux afin d'obtenir le désaveu des partisans de l'adversaire dont le pouvoir s'effrite. La violence étant considérée par les protestataires comme structurelle, inhérente à l'appareil d'Etat, la désobéissance non violente prétend révéler une violence invisible, transformer la situation en conflit qu'il s'agit de résoudre par un rapport de forces symboliques. L'objectif principal de cette modalité du répertoire d'action collective est de contraindre l'adversaire à utiliser des moyens illégitimes. Il s'agit d'acculer l'Etat à exhiber sa violence, à dévoiler son fondement selon Weber. Avec ces méthodes d'interposition non-violente, les militants font une utilisation stratégique de leurs corps : les exposer ostensiblement à la violence policière, c'est aussi

¹¹ SHARP Gene, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973.

obliger l'Etat à exercer le monopole qu'il détient, en matière de violence physique légitime, dans des conditions qui lui échappent (une mise en scène dramatisée).

Si l'on prête attention à la dimension corporelle des pratiques politiques, la désobéissance non-violente apparaît comme une pratique symbolique dont la force expressive tient à l'intensité de la dimension corporelle investie dans l'action. Le corps semble dire l'engagement physique dans le rapport de force politique et dans l'action collective. Comment définir la contribution des corps au phénomène désobéissant ? La désobéissance non-violente se présente comme une modalité du répertoire d'action collective exploitant intensément l'expressivité corporelle : les techniques d'obstruction et d'interposition sont avant tout des pratiques corporelles, mettant en lumière la spécificité de la désobéissance non-violente, modalité spécifique du répertoire d'action collective dans laquelle les militants s'exposent physiquement. Il s'agit d'éprouver collectivement, et par là-même, d'intensifier l'engagement et la solidarité entre les protestataires. Appréhendée comme mise en scène particulière d'un groupe d'individus dans l'espace public, la désobéissance non-violente permet de repenser la dimension stratégique des mobilisations collectives. Elle produit un certain nombre d'effets symboliques en contribuant, d'une part, à constituer le groupe manifestant comme tel et, d'autre part, à politiser sa revendication. Comme le note Michel Offerlé, à propos de la manifestation : « *les groupes font parler le nombre pour se constituer comme groupe, pour exister comme groupe, pour provoquer un débat et y intervenir* »¹². Si les corps sont appelés à manifester, c'est donc, en premier lieu, parce qu'ils permettent d'être physiquement et symboliquement présent en tant que groupe engagé dans la lutte politique.

Mais le nombre n'est pas tout. Dans ces événements où est mise en jeu l'appartenance des individus à un collectif, les actions de désobéissance non-violente comportent une dimension identitaire. Que peuvent apporter les corps à cette dimension ? Une première réponse s'impose : le corps y est abondamment mobilisé comme support de signes dont l'implication identitaire est évidente. Le cortège manifestant constitue un lieu où l'on peut (voire où l'on doit), crier, chanter, invectiver, s'agiter, danser : l'expression corporelle des états émotionnels y est de règle. Les militants doivent pouvoir exprimer une « propension à l'effusion émotionnelle ». C'est avant tout dans le cadre de ces pratiques corporelles collectives que se disent, se font, et s'incarnent l'unité et la cohésion du groupe contestataire. Condensant à la fois une manière de vivre, de ressentir et d'éprouver son corps dans une identité collective, la désobéissance non-violente peut également être envisagée comme une manière de mettre en forme et de rendre visible cette unité ; révélant ainsi autant de façons d'éprouver corporellement le sentiment d'appartenance au groupe et celui de la cohésion du groupe (sentiments qui peuvent se rejoindre dans une forme de communion). La désobéissance non-violente se construit dans le collectif qui rationalise, valorise, instrumentalise cette modalité spécifique du répertoire d'action collective.

Sorte de mise en jeu du corps, la désobéissance non-violente a recours au corps comme arme. Si l'on répertorie les investissements dont le corps fait l'objet au sein du collectif « *Vamos !* », on peut mettre en évidence un usage social du corps protestataire dans une guerre symbolique. Le corps des militants est utilisé comme un instrument détourné permettant de mieux dénoncer la violence de l'adversaire. La désobéissance non-violente permet de contraindre l'adversaire au recours à la force, à la violence guerrière. Dans le répertoire des usages sociaux du corps comme arme de combat politique, la désobéissance non-violente cherche à acculer l'adversaire à dévoiler sa violence. Le recours à la désobéissance non-violente cherche ainsi à enclencher une lutte symbolique dans le jeu avec le corps à corps, son évitement et son affichage comme toujours possible à l'horizon du rapport de forces.

¹² OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêts*, Paris, Montchrestien, 1994.

Il faut également souligner l'importance de la mise en scène dans les actions de désobéissance non-violente, transgressions d'un ordre symbolique dans une ambiance de défi, de provocation. Il s'agit alors d'ordonner les pensées et de suggérer les sentiments à travers l'ordonnancement rigoureux des pratiques, la disposition réglée des corps et, en particulier, l'expression corporelle ; les actions directes constituent un des moments privilégiés de l'incorporation des schèmes désobéissants. « *L'hexis corporelle est la mythologie politique réalisée* »¹³, écrit Pierre Bourdieu. Usant de représentations festives et colorées, ces actions de désobéissance non-violente s'accompagnent de rites de dérision contre l'objet de réprobation ; le recours à l'humour est un enjeu décisif dans ces mobilisations. Il s'agit à la fois d'un outil politique gratuit (ce qui n'est pas négligeable pour des collectifs dont les ressources économiques sont très limitées) et d'un moyen efficace de séduction de l'opinion publique. Il témoigne du degré de « spiritualité » de ces protestataires, esquissant une figure du militant altermondialiste dont la parole et la gestuelle sont pacifiées, capable d'associer convictions, subversion et dédramatisation.

Une forme de résistance symbolique

La tendance croissante à l'autonomisation et à la différenciation interne du champ politique suscite l'apparition et le développement de sous-champs relativement autonomes - journalistes, politologues, instituts de sondage, spécialistes en communication, etc. - qui, chacun à leurs façons, avec leurs intérêts propres et leurs enjeux spécifiques, participent au jeu politique. Parmi ces effets, l'un des plus prégnants est sans doute le développement de mécanismes de domination proprement symbolique et la diminution corrélative des formes les plus brutales de l'affrontement politique. Le jeu politique tend ainsi à se caractériser, dans nos sociétés très différenciées, par la prédominance des luttes symboliques : il s'agit de faire croire, de convaincre, de faire partager son point de vue et d'imposer une vision du monde social parmi d'autres possibles, bref d'agir moins par la force sur les corps que par la persuasion sur les esprits. Cette transformation des modes de domination étatique semble se répercuter mimétiquement sur les modes de résistance qu'ils suscitent. Les manifestations de rue témoignent, à cet égard, de ce processus d'euphémisation de la violence physique et de la sophistication croissante des mécanismes de domination proprement symbolique. Le « corps à corps » s'efface devant le « face à face »¹⁴, le processus de monopolisation de la force au profit de l'Etat s'accompagnant d'une intériorisation des contraintes qui contribue à une certaine pacification de l'action collective. Les manifestations de rue sont ainsi devenues une forme symbolique et pacifique de protestation précisément parce que cette violence potentielle n'est pas sans effets sur le pouvoir politique. A cet égard, la désobéissance non-violente comme répertoire d'action privilégiée par les militants altermondialistes du collectif « Vamos ! » apparaît comme une forme de résistance symbolique au pouvoir étatique. Les incidents, les dérapages ou les provocations qui sont toujours possibles demeurent l'exception et sont redoutés par tous les acteurs en présence moins en eux-mêmes que par les effets symboliques qu'ils induisent. Obligé de recourir à des formes douces et euphémisées de la violence, l'Etat s'institue comme « détenteur du monopole de la violence symbolique légitime », selon la formule de Pierre Bourdieu.

Revendiquant la mise en œuvre d'actions subversives contre l'ordre symbolique établi, les « désobéissants » du collectif « Vamos ! » cherchent moins à se conformer à un rituel qu'à « bluffer » et à surprendre leur adversaire. Le recours à cette modalité spécifique du répertoire d'action collective a une dimension proprement stratégique. En fait, elle est condamnée à un perpétuel changement de forme parce que plus elle se routinise, devenant ainsi prévisible, et moins elle est politiquement efficace. Ainsi, mettre en lumière cette dimension stratégique de la désobéissance non-violente comme répertoire d'action permet de montrer le travail d'invention permanente auquel se livrent les groupes

¹³ BOURDIEU Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Les Editions de Minuit, 1980, p. 117.

¹⁴ HAROCHE Claudine, « Retenue dans les moeurs et maîtrise de la violence politique. La thèse de Norbert Elias », *Cultures et conflits*, n°9-10, 1993.

protestataires dans l'art de manifester. Les utilisateurs d'un répertoire d'action l'apprennent, improvisent et le modifient au cours de l'interaction¹⁵. Cependant, ils agissent dans les limites de leurs connaissances, donc dans les limites d'expériences antérieurement vécues, assimilées à la mémoire collective : « *L'accent théâtral du mot répertoire n'est pas sans incidence. (...) Au cours de la pièce, des acteurs peuvent bien utiliser la menace de la violence ou sa provocation afin de prendre un avantage sur les autres aussi bien que pour l'expression de la colère, de la haine, de la méprise. Dans cette mesure, la violence fait partie intégrale du répertoire. (...) Si le répertoire des violences stimule celui de la scène, il penche du côté commedia dell'arte plutôt que du côté ballet classique* »¹⁶.

¹⁵ TILLY Charles, « Les origines du répertoire de l'action collective contemporaine en France et en Grande Bretagne », *Vingtième siècle*, n°4, octobre 1984, p. 89-104.

¹⁶ TILLY Charles, « Répertoires de la violence », *Regards sociologiques*, n°12, 1996, p. 3-8.

Bibliographie✓ **Sur la désobéissance civile et la non violence :**

ACKERMAN Peter, KRUEGLER Christopher, *Strategic Non-Violent Conflict: The Dynamics of people power in the Twentieth Century*, Westport, London, Praeger, 1994

BEDAU Hugo Adam, *Civil disobedience in focus*, New York, Routledge, 1991

BOSMAJIAN Haig. A, *Dissent: symbolic behavior and rhetorical strategies*, Boston, Allyn and Bacon, Inc, 1972

GANS Chaim, *Philosophical anarchism and political disobedience*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992

MELLON Christian, SEMELIN Jacques, *La non violence*, Paris, PUF, coll « Que sais-je », 1994

PEDRETTI Mario, *La figure du désobéissant en politique : étude de pratiques de désobéissance civile en démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2001

SHARP Gene, *The Politics of Nonviolent Action*, Boston, Porter Sargent, 1973

✓ **Sur l'action collective :**▪ **Ouvrages :**

ARATO Andrew, COHEN Jean, *Civil society and political theory*, Cambridge, MIT Press, 1992

DALTON Russel, KUECHLER Manfred, *Challenging the political order : new social and political movements in western democracies*, Cambridge, Polity Press, 1990

DELLA PORTA D., REITER H., *Policing protest : the control of mass demonstrations in Western democracies*, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1998

DIANI Mario, Mc ADAM Doug, *Social Movements and Networks : relational approaches to collective action*, Oxford, Oxford University Press, 2003

FILLIEULE Olivier, PECHU Cécile, *Lutter ensemble : les théories de l'action collective*, Paris, L'Harmattan, 1993

FILLIEULE Olivier, *Stratégies de la rue : les manifestations en France*, Paris, Presses de la FNSP, 1997

ION Jacques, *La fin des militants*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997

JORDAN Tim, *S'engager ! les nouveaux militants, activistes, agitateurs...*, Paris, Editions Autrement, 2003

MOSCOVICI Serge, *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF, 1996

NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996

OFFERLE Michel, *Sociologie des groupes d'intérêts*, Paris, Montchrestien, 1994

SOMMIER Isabelle, *La violence politique et son deuil : L'après 68 en France et en Italie*, Presses Universitaires de Rennes, 1998

SOMMIER Isabelle, *Les nouveaux mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, 2001

TARROW Sidney, *Power in movement : Social Movements, collective Action and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994

TARROW Sidney, MEYER David S., *The Social Movement Society : Contentious Politics for a New Century*, Rowman and Littlefield, 1998

TILLY Charles, *From mobilization to revolution*, London, Addison-Wesley, 1978

TILLY Charles, *La France conteste : de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986

TILLY Charles, *Stories, Identities and Political Change*, Rowman & Littlefield, 2002

✓ **Ouvrages et articles sur les mobilisations altermondialisation**

AGUITON, Christophe, *Le monde nous appartient*, Paris, Plon, 2001.

BENASAYAG Miguel, *Pour une nouvelle radicalité*, Paris, La Découverte, 1997

BENASAYAG Miguel, Sztulwark Diego, *Du contre-pouvoir*, Paris, La Découverte, 2000

BENASAYAG Miguel, AUBENAS Florence, *Résister, c'est créer*, Paris, La Découverte, 2002

BIRCHAM Emma, Charlton John, *Anticapitalism: A guide to the Movement*, London, Bookmarks Publications, 2001

BLEIKER Roland, « Politics after Seattle : Dilemmas of the Anti-Globalisation Movement », *Cultures et conflits*, printemps 2002

BOVE José et DUFOUR François, *Le monde n'est pas une marchandise*, Paris, La Découverte, 2000.

Contretemps, « *changer le monde sans prendre le pouvoir ? Nouveaux libertaires, nouveaux communistes* », n°6, février 2003, Paris, Les éditions Textuel

DELLA PORTA D, REITER H, « Mouvement antimondialisation et ordre public : l'exemple de Gênes », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n°47, 1^{er} trimestre 2002, p.51-77

GUNNELL Barbara, TIMMS David, *After Seattle, Globalisation and it's discontents*, London, Catalyst Press, 2000

Mouvements, « *Seattle, Florence, Porto Alegre : l'autre mondialisation* », n°25, janv-février 2003, Paris, La Découverte

O'BRIEN Robert, *Contesting global governance*, Cambridge University Press, 2000

SAMIZDAT. NET, *Gênes : la multitude en marche contre l'Empire*, Paris, Editions Reflex, 2002

ZALD Mayer N., KENNEDY Michael D., GUIDRY John A., *Globalizations and Social Movements : Culture, Power, and the Transnational Public Sphere*, The University of Michigan Press, 2000

WALLERSTEIN Immanuel, « New revolts against the system », *New Left Review*, n°18, nov-dec 2002, p.29-39